

REPUBLIQUE GABONAISE

UNION TRAVAIL JUSTICE



**DISCOURS
DE
SON EXCELLENCE
MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE**

**DÉBAT GÉNÉRAL
DE LA 66ÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES**

New York, le 22 Septembre 2011

Vérifier à l'audition

- **Monsieur le Président,**
- **Majestés,**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat, de Gouvernement, et de délégation,**
- **Monsieur le Secrétaire Général,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi d'abord de vous adresser mes plus vives félicitations pour votre élection. Vos qualités humaines et votre expérience nous seront précieuses tout au long de notre 66^e Session.

A votre prédécesseur **S.E.M. Joseph Deiss**, je tiens à exprimer notre reconnaissance pour sa très éminente présidence.

Je saisis cette occasion pour féliciter **le Secrétaire Général, Son Excellence M. Ban Ki-moon**, de sa réélection à l'unanimité, et lui redire toute la confiance du Gabon.

Monsieur le Président,

En prenant la parole, qu'il me soit permis de rappeler tout d'abord combien le Gabon s'est toujours efforcé de contribuer à la paix et au règlement pacifique des conflits par le dialogue et la médiation. Car nous avons la

conviction profonde du lien qui existe entre la paix et la sécurité d'une part, et le développement et la démocratie d'autre part. Et c'est parce que les Gabonais vivent en paix sur leur territoire, avec leurs voisins et avec le monde, qu'ils seront en mesure d'atteindre de nouveaux objectifs de développement.

C'est cette conviction qui est le fondement de la vision du développement futur du Gabon, que j'ai proposée à mes compatriotes au moment où j'accédais à la magistrature suprême.

Et depuis ma dernière intervention devant cette Assemblée Générale, il y a un an, mon Gouvernement est passé à l'action; et nous mesurons avec modestie les efforts et le temps nécessaires pour des progrès futurs.

Toutefois, des infrastructures stratégiques sont déjà en cours de réalisation, y compris dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations, que le Gabon organisera en 2012, conjointement avec la Guinée Equatoriale.

Nous avançons sur des projets phares de transformation industrielle de nos ressources, à commencer par le bois, le manganèse et le gaz. Et dans le même mouvement progresse notre politique de soutien au secteur des services.

Dans le domaine agricole, nous entendons développer l'agro-industrie, apporter des soutiens à l'agriculture vivrière et à la pêche durable, l'une et l'autre si précieuses pour notre sécurité alimentaire.

Enfin, nous concrétisons aussi chaque jour notre engagement fondamental en faveur du développement durable dans le cadre du « Gabon vert. »

Monsieur le Président,

En matière de paix et de sécurité internationales en Afrique et dans le monde, le Gabon a réaffirmé son engagement et a pu apporter sa contribution dans la mesure de ses moyens.

Depuis 2010, nous siégeons au Conseil de Sécurité comme membre non-permanent. Le Gabon a présidé le Conseil en juin dernier. Nous avons rempli ce rôle difficile avec responsabilité et engagement.

S'agissant de la Côte d'Ivoire, le Gabon a approuvé les actions des Nations Unies, pour le respect de la volonté du peuple Ivoirien et le retour à une vie politique apaisée. Il faut à présent soutenir les efforts des nouvelles autorités de ce pays frère dans le sens de la réconciliation nationale et de la reconstruction.

S'agissant de la Libye, le Gabon qui a reconnu le CNT se réjouit du retour de la Libye au sein de l'Union Africaine et de la communauté internationale à l'ONU.

Au Conseil de Sécurité et avec les deux autres membres africains, le Gabon a approuvé la résolution 1973. La communauté internationale se devait d'éviter le bain de sang annoncé à Benghazi et d'abréger un conflit plein de périls pour la population civile.

Aujourd'hui, il est important que la Libye sorte durablement de crise afin d'amorcer la réconciliation pour tous les Libyens et la reconstruction du pays.

C'est dans ce sens que nous avons participé à la conférence des amis de la Libye à Paris. Le Gabon se félicite du rôle que les Nations Unies vont jouer. Il est important de travailler avec l'Union Africaine et les autres acteurs concernés. Nous sommes disposés à contribuer aux efforts de la communauté internationale en Libye.

Le Soudan du Sud a aussi rejoint la communauté internationale. Le Gabon félicite les autorités de ce pays frère qui vient de naître et l'assure de son soutien. Nous nous réjouissons de la volonté manifestée par le Soudan et le Soudan du Sud de rechercher les voies pacifiques de règlement des questions post référendaires.

En Somalie, il nous importe d'agir de manière résolue en raison de la gravité et de l'urgence de la situation. Il importe que tout soit fait pour que l'aide humanitaire parvienne aux populations dans leurs villes et leurs villages en Somalie même. Le Gabon a répondu à l'appel de la communauté internationale et a apporté une contribution dans ce sens.

La question de la Palestine nous concerne tous tant elle a de profondes implications sur la paix au Moyen Orient et dans le monde. Sur cette question, comme je l'ai fait l'an dernier, ici même, mais cette fois ci avec une espérance accrue, je forme le vœu de voir bientôt un Etat palestinien, vivant en paix côte à côte avec Israël, dans des frontières sûres et reconnues. Les deux Peuples, israélien et palestinien, amis du Gabon, aspirent à vivre et à coexister en paix.

La Syrie s'est ajoutée aux situations qui nécessitent des efforts de tous. Le Gabon souhaite que les efforts de médiation de la Ligue Arabe permettent de parvenir d'urgence à une issue pacifique et démocratique.

Monsieur le Président,

Le Gabon sera particulièrement attentif à des questions prioritaires tout au long de cette 66^e Session de l'Assemblée Générale.

Le Gabon est naturellement favorable à la réforme du Conseil de Sécurité et celle plus générale du système des Nations Unies. Il faut permettre à notre Organisation de remplir toujours mieux sa mission de paix, de coopération et de justice dans le monde.

Au Conseil de Sécurité, l'Afrique devrait, d'une manière qui reste à définir, y siéger de façon permanente; Elle devrait davantage être entendue sur la scène internationale. Cette attente de l'Afrique et même d'autres régions du monde répond aux aspirations pour une réelle démocratisation de la gouvernance politique et économique globale.

Comme vous le savez, le Gabon est résolument engagé, y compris dans le cadre des Nations Unies, sur la question de la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Depuis mon accession à la magistrature suprême, le Gabon a pris d'importantes mesures visant à réduire ses émissions de dioxyde de carbone, et à relever le taux de séquestration de CO₂ de notre forêt végétale.

Mon Gouvernement s'est engagé dans la préservation moderne de nos forêts tropicales et de notre biodiversité au sein de nos 13 parcs nationaux qui couvrent 11% du territoire gabonais. Le Gabon a ainsi lancé une vaste campagne contre le pillage des ressources naturelles et le braconnage des

espèces protégées. Nous nous efforçons de valoriser la filière bois tout en conservant les richesses écologiques de notre immense forêt tropicale.

Il faut noter aussi que la question de l'environnement et de la sécurité internationale se posera à l'avenir. Lors de la Conférence de Durban en Afrique du Sud, nous devrions y aborder nos travaux avec à l'esprit ce lien entre environnement et sécurité internationale.

Enfin, nous suivons avec attention les activités de délimitation des plateaux continentaux. Au regard du potentiel des fonds marins, il convient de veiller à ce que leur exploitation ultérieure ne provoque pas de nouvelles catastrophes naturelles.

Monsieur le Président,

Le Gabon est préoccupé par l'impact de la crise économique sur les pays du Sud et surtout pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'effet de la crise financière internationale sur les investissements publics en faveur des secteurs sociaux de base tels que l'éducation, la santé et la fourniture de l'eau potable et de l'électricité, limite notre marge de manœuvre à promouvoir le développement humain.

Malgré de réelles avancées enregistrées dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire, l'échéance de 2015 demeure pour beaucoup de pays, dont le Gabon, un défi difficile à relever. Les Objectifs du Millénaire

ne peuvent être atteints si de nouvelles ressources ne sont pas mobilisées avant l'échéance de 2015.

L'aide au développement marque le pas et je perçois une réelle inquiétude face à cette situation. La communauté internationale doit s'efforcer de répondre aux engagements souscrits à Monterey, à Doha, à Gleeneagles, à Paris et à Accra.

Il faut un nouveau partenariat mondial en faveur du développement pour assurer une croissance économique durable dans nos pays. L'aide doit s'accompagner de plus d'investissements directs et de plus de commerce juste et équitable.

Pour mobiliser de nouvelles ressources, nous encourageons et soutenons les efforts en cours visant à institutionnaliser les mécanismes innovants de financement du développement.

Monsieur le Président,

Vous nous avez proposé de débattre du rôle de la médiation. Cette question est au cœur de la raison d'être de notre organisation qui est de garantir la paix et la sécurité dans le monde. La médiation et la prévention des conflits doivent rester nos premiers modes d'action collective.

Nous ressentons tous la nécessité, dans un monde complexe, d'accéder à plus de démocratie, un monde où les échanges économiques et culturels seraient mieux équilibrés, et où la prévention des crises, qu'elles soient

politiques ou autres, serait mieux organisée, avec notamment des moyens accrus d'alerte et de médiation.

Le Gabon a un attachement historique à la médiation et à la résolution pacifique des différends et des conflits. Cette orientation a toujours été l'un des fondements de nos relations avec nos voisins et frères de la sous-région de l'Afrique Centrale, ainsi que de nos contributions à la résolution des conflits en Afrique. Mon pays ne se départira jamais de cette voie, en particulier au moment où l'Afrique s'efforce de réaliser son intégration politique et économique.

Notre attachement au règlement pacifique des différends et des conflits s'inscrit également dans nos engagements pris dans le cadre des différentes Conventions et Traités relatifs aux Droits de l'Homme, au Droit Humanitaire, à la Promotion de la démocratie et de l'Etat de Droit, mais aussi la coopération et la solidarité internationales.

Nous savons bien que la médiation peut avoir des limites; et la communauté internationale doit toujours être prête, le cas échéant, à envisager d'autres modes de prévention et de résolution des conflits.

Ces conflits seront plus complexes et multidimensionnels dans l'avenir. Les crises économiques, les crises environnementales, les aspirations à la démocratie et aux libertés qui prennent des formes nouvelles, vont exacerber les tensions. Nous devons être attentifs à ces évolutions.

Monsieur le Président,

Le Gabon continuera d'apporter son soutien et sa collaboration aux actions de médiation et de bons offices que le Secrétaire Général de l'ONU mène sur plusieurs fronts, dans divers endroits du monde en proie aux conflits.

Ces actions sont indispensables. Elles doivent être renforcées par des moyens accrus et être menées avec impartialité et dans le respect de la souveraineté des Etats.

En outre, il est à noter que la participation des femmes est importante dans tous les aspects de la médiation, tant elles sont toujours les premières victimes des conflits avec les enfants.

Enfin, les Nations Unies doivent renforcer leur coopération avec tous les autres acteurs intervenant dans ce domaine. En Afrique, l'Union Africaine qui continue de renforcer ses capacités de médiation est un acteur indispensable.

Monsieur le Président,

Je voudrais conclure en rappelant que le triptyque qui sous-tend mon projet de société visant à faire du Gabon un pays émergent est: Paix-Développement-Partage.

Le climat de paix et de stabilité dont jouit le Gabon sera précieux au moment où notre pays entre dans une phase de modernisation rapide.

Le Gabon est plus que jamais désireux de coopérer avec les autres pays. Il est profondément attaché à la paix. Le peuple gabonais est ainsi disponible, pour échanger avec le monde, créer et construire.

Je vous remercie.